



Lyon, le 13 août 2012

Objet : Réponse à l'appel aux élus : urgence pour les ROMS

A l'attention de :
**Délégation régionale
Rhône-Alpes de la Ligue des
Droits de l'Homme**

Mesdames, Messieurs les délégués régionaux,

Nous avons pris connaissance de l'appel que vous avez lancé début juillet, interpellant les élus sur le sort réservé par les autorités aux populations Roms sur l'ensemble du territoire français, notamment suite au démantèlement de camps Roms à Saint-Etienne, Lyon, Anemasse et Grenoble. Vous y dénoncez les pratiques stigmatisantes et discriminantes dont sont victimes les Roms et les lois indignes mises en place en Europe, non conformes à la dignité de la personne humaine.

Nous partageons votre constat sur la situation intolérable que vivent des familles entières et vos préoccupations quant à l'urgence de trouver des solutions de relogement dignes. En tant que conseiller régional Front de Gauche, je me suis engagé à plusieurs reprises sur ce terrain, j'ai d'ailleurs pris part aux dernières manifestations « Un toit c'est un droit » ainsi qu'au collectif de soutien aux sans abris (cf. communiqué de presse ci-joint).

Les évacuations forcées de camps roms et les expulsions qui se déroulent actuellement sous l'autorité du ministre de l'intérieur Manuel Valls viennent malheureusement confirmer nos pires craintes. En effet, ce sont les mêmes méthodes que nous dénoncions vivement l'été dernier lorsque le ministre Claude Guéant sévissait, alors que nous étions pourtant en droit d'espérer quelques changements.

Notre groupe avait souhaité voir intégré à la délibération de politique régionale de l'habitat en 2010, une prise en compte de la situation des roms, nous avons alors obtenu un engagement de la Région à « soutenir l'accès et le maintien dans le logement des publics les plus fragiles », dont « les personnes démunies ou dépourvues de logement, les personnes isolées ou vivant dans un habitat précaire ».

Nous entamons à la rentrée une série d'auditions d'associations qui nous permettront, je l'espère, de définir dans quelles mesures l'institution régionale pourrait être d'avantage partie prenante sur ces questions.

Croyez bien que notre groupe Front de Gauche, qui s'est donné comme priorité l'humain d'abord, porte à cœur de mettre ces problématiques au centre des préoccupations sociales.

Je vous prie de recevoir, Mesdames, Messieurs les délégués régionaux, mes cordiales salutations.

Armand CREUS
Conseiller Régional Rhône-Alpes

Copie à :

Marie-Odile NOVELLI

Vice-présidente au logement, à la politique de la ville et aux solidarités

Otman EL HARTI

Président de la commission politique de la ville, logement et solidarités